

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES

n°CCTP/26/03 du 23.02.2026

**MARCHÉ COMPOSITE
PRESTATIONS INTELLECTUELLES**

**Mission Légale de Commissariat aux Comptes
et de son Suppléant
pour la Chambre de Commerce et d'Industrie
Troyes et Aube
(exercices comptables concernés : **2026 à 2031**)**

Consultation n°2026/CONSU/03 du 23 février 2026



**CCI Troyes et Aube
1 boulevard Charles Baltet - CS 60706
10001 TROYES CEDEX**

Sommaire

1 – OBJET DU MARCHE	3
2 – PRESENTATION GENERALE DE LA CCIT TROYES ET AUBE	3
2.1 Cadre juridique et missions de la CCIT Troyes et Aube	3
2.2 Organisation fonctionnelle de la CCIT Troyes et Aube	4
2.2.1. <i>L'Assemblée Générale</i>	4
2.2.2. <i>Le Bureau</i>	4
2.2.3. <i>Le Président</i>	4
2.2.4. <i>Le Trésorier</i>	4
2.2.5. <i>La Commission des Finances</i>	4
2.2.6. <i>Les autres commissions</i>	4
2.2.7. <i>Les collaborateurs</i>	5
2.3 Organisation budgétaire et comptable de la CCIT Troyes et Aube	5
2.4 Fiscalité de la CCIT Troyes et Aube	5
2.5 Données comptables	6
3 – REGLEMENTATION BUDGETAIRE ET COMPTABLE DES CCI	6
4 – PERIMETRE D'INTERVENTION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	6
4.1. Conditions générales d'intervention du commissaire aux comptes de la CCI (concernant les services généraux de la CCI)	6
4.2. Contenu des missions	7
4.3 Périmètre de la mission	7
5 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
6. ANNEXES AU CCTP	11

Préambule

Réforme Consulaire

La réforme consulaire engagée depuis 2010 a profondément modifié l'organisation du réseau consulaire en France, en renforçant le niveau régional, notamment au travers de la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 relative aux réseaux consulaires, au commerce, à l'artisanat et aux services, ainsi que du décret n°2010-1463 du 1^{er} décembre 2010 mettant en œuvre la réforme du réseau des chambres de commerce et d'industrie.

Nouvelle organisation du réseau des CCI Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine

Une nouvelle organisation institutionnelle et territoriale des chambres de commerce et d'industrie d'Alsace, Champagne-Ardenne et Lorraine a été instituée par décret du Décret n°2016-425 du 8 avril 2016 portant création de la CCIR « Alsace, Champagne-Ardenne, Lorraine » qui est entrée en fonction à compter du 1^{er} janvier 2017. La CCIR a depuis lors pris le nom de « CCIR Grand est ».

1 – OBJET DU MARCHÉ

La présente consultation a pour objet la réalisation d'une mission de Commissariat aux comptes pour la CCIT Troyes et Aube. A ce titre, le Commissaire aux comptes effectue le contrôle légal (surveillance, vérification de la pertinence, de la régularité et de la sincérité des comptes) et la certification légale des comptes sociaux de la CCIT de Troyes et de l'Aube dans les conditions prévues par les lois et décrets en vigueur et sous réserve des règles propres aux Chambres de Commerce et d'Industrie.

En application de l'article L 712-6 du Code de Commerce : « les Etablissements du réseau sont tenus de nommer au moins un Commissaire aux comptes et un suppléant choisis sur la liste mentionnée à l'article L 822-1, qui exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par les dispositions du livre II sous réserve des règles qui leurs sont propres. »

Les normes 4.7 et 4.8 incluses dans le cadre OBCF, voté par l'Assemblée Générale de CCI France le 11 décembre 2024, précise les obligations du Commissariat aux comptes dans les CCI (fournis en annexe n°1 au CCTP).

2 – PRESENTATION GENERALE DE LA CCIT TROYES ET AUBE

2.1 Cadre juridique et missions de la CCIT Troyes et Aube

La Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale Troyes et Aube est un établissement public à caractère administratif géré par des chefs d'entreprises élus par leur pairs. C'est un acteur incontournable du développement économique local. Leur vocation est de stimuler l'entrepreneuriat, faciliter la croissance des entreprises et soutenir l'attractivité des territoires.

La CCI Troyes et Aube accompagne les entreprises implantées sur leur territoire au moyen d'actions de proximité.

Les principales missions des CCI sont :

- Au service des entreprises :
Informar, conseiller et accompagner les dirigeants tout au long de la vie de leur entreprise : création, reprise et transmission, clubs, clusters et réseaux.
- Au service du territoire :
Participer à l'aménagement et à l'attractivité du territoire : études, implantations, aménagement, information et documentation.
La CCIT réalise et commercialise aussi des équipements immobiliers ou d'infrastructures au service des entreprises du territoire.
La CCIT s'implique marginalement dans la formation professionnelle

La Circonscription de la CCIT Troyes et Aube comporte 11.372 ressortissants au 31.12.2025 (source fichier AEF) (commerçant dont les cafés-hôtels-restaurants, industriels et prestataires de services, services à la personne et services à l'entreprise).

Les décrets n°64-1199 du 4 décembre 1964 (art. 6) et n°2007-987 du 15 mai 2007 relatif aux conditions d'exercice des missions du réseau des CCI ainsi que la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 précisent sa mission.

Sur le plan juridique, le statut général de la Chambre de Commerce et d'Industrie est défini par la loi du 9 avril 1898. C'est un établissement public à caractère administratif (E.P.A) de l'Etat, placé sous la responsabilité directe de son Assemblée Générale et sous l'autorité de tutelle du préfet de Région, qui exerce le contrôle administratif et financier des Chambres Consulaires de son ressort.

Réunis en différentes instances, ils déterminent les grandes orientations stratégiques pour l'avenir ainsi que les axes prioritaires d'action.

Chiffres clés de la CCI Troyes et Aube

- 29 Collaborateurs CDI, CDD ou intérimaires, 3 collaborateurs région basés à Troyes
- 40 Élus chefs d'entreprises
- Budget consolidé simulé 2025 : 3 300 k€ de produits d'exploitations et de charges d'exploitation
- Ressource fiscale estimée 2025 : 1 665 k€ soit 50 % du total produits

2.2 Organisation fonctionnelle de la CCIT Troyes et Aube

2.2.1. L'Assemblée Générale

Les membres sont élus par leurs pairs, professionnels de tous les secteurs d'activité du commerce, de l'industrie et des services. L'assemblée générale est l'organe compétent de la CCI. Elle détermine les orientations stratégiques et les programmes d'actions de l'établissement (conformément à l'article L712-1 du Code de Commerce).

L'assemblée Générale adopte tous les actes de l'établissement public. En matière financière, elle adopte notamment les budgets primitifs, rectificatifs et exécutés.

Sa composition est fixée par les textes en vigueur à l'issue de la pesée des dernières élections. Pour la période en cours elle est composée de 40 membres.

2.2.2. Le Bureau

Le Bureau se réunit sous la direction du Président. Son rôle est notamment d'instruire les dossiers préalablement aux délibérations de l'Assemblée Générale et de veiller à leur exécution par les services de la CCI.

2.2.3. Le Président

Le Président est le représentant légal de l'établissement. Il représente ainsi la CCI dans tous les actes de la vie civile et administrative. Il peut, dans certaines conditions, déléguer sa signature.

2.2.4. Le Trésorier

Le Trésorier est chargé de l'exécution des opérations de dépenses et de recettes, A ce titre il tient la comptabilité ainsi que la gestion de trésorerie.

2.2.5. La Commission des Finances

La commission des finances a notamment pour mission d'examiner les projets de budgets (primitifs, rectificatifs et exécutés), de bilan et de compte de résultat, préalablement à l'adoption par l'Assemblée Générale. Elle est composée d'au moins 5 membres Elus avec voix délibérative.

2.2.6. Les autres commissions

Les autres commissions dites réglementées :

- la Commission consultative des Marchés,
- la Commission de Prévention des Conflits d'Intérêts.

Les commissions non réglementées ou opérationnelles seront définies lors de l'Assemblée Générale d'installation et à tout moment pour les commissions spécifiques.

2.2.7. Les collaborateurs

La CCIT compte 29 collaborateurs (base fin 2025). Ils sont placés sous l'autorité du Directeur Général et sont chargés de : préparer et exécuter les décisions arrêtées par les Elus, mener à bien les différentes missions de la CCI et assurer la gestion de la vie institutionnelle.

2.3 Organisation budgétaire et comptable de la CCIT Troyes et Aube

La CCIT Troyes et Aube dispose des services budgétaires suivants :

- Général,
- Aménagement,
- Divers.

Les services budgétaires sont divisés en sections comptables.

Les services engagent leurs dépenses au vu du budget (élaboré dans Opteva) adopté par l'Assemblée Générale et exécuté via un outil de workflow dénommé Linéa Web Finances pour la partie dépenses.

La facturation est assurée sur les logiciels Linéa Facturation (suivant l'activité) Ypea, Corto, Gefi , ceux-ci faisant l'objet d'une intégration dans Linéa Compta.

Les immobilisations sont suivies dans le logiciel d'immobilisations Rhodes.

Le logiciel N2F est généralisé pour permettre le suivi des notes de frais ; les écritures sont intégrées dans Linéa Compta.

La CCI de région utilise HR ACCESS pour assurer le suivi des dépenses de personnel ; les fichiers de paie sont intégrés dans le logiciel Linéa Compta.

Depuis le 1er janvier 2017, l'activité comptable est portée par la CCI de région Grand Est au titre de la fonction-support qu'elle doit assurer en application de l'article R711-33, II, 2° du Code de commerce. Les comptables sur sites s'occupent de la comptabilité des CCI Territoriales, ainsi que de leurs filiales.

Des référents de gestion au sein des CCIT constituent un relais fonctionnel entre la DRH régionale, la Direction financière et la Direction Générale et les services territoriaux.

Les dispositifs de contrôles interne existant facilitant le travail de révision :

- 1) des Procédures administratives écrites,
- 2) Établissement de résultats intermédiaires,
- 3) un Logiciel comptable LINEAL édité par le groupe SIGMA LINEAL, Linea Web finances pour les bons de commande, N2F pour les notes de frais,
- 4) une Dématérialisation quasiment totale des flux.

Les candidats devront tenir compte de l'existence de ces dispositifs pour leur offre.

2.4 Fiscalité de la CCIT Troyes et Aube

La CCIT est soumise aux taux d'imposition sur les sociétés, différents selon la nature de ses activités :

- Activités exonérées en totalité de l'impôt sur les sociétés : il s'agit des services généraux et de la formation,
- Activités à taux réduits pour les autres activités.

En matière de TVA, certains services sont exonérés tels que la formation. En revanche, les activités liées aux services industriels et commerciaux sont des activités soumises ; cela donne lieu à la gestion du coefficient de récupération.

À noter que les budgets des CCI ne cessent de se réduire compte tenu de la baisse des ressources fiscales

La CCI Régionale Grand Est est l'unique employeur de l'ensemble du personnel des 7 CCI du Grand Est. La masse salariale est auditée par son commissaire aux comptes. Des mises à disposition de personnel sont refacturées à l'euro à chaque CCI chaque mois.

À compter de 2020, des comptes combinés sont élaborés au niveau de la CCI Régionale Grand Est. Les comptes annuels de la CCI Troyes et Aube devront être clôturés au 31 Mars N+1.

2.5 Données comptables

Les comptes annuels de la CCIT Troyes et Aube intégrés au rapport du CAC de l'année 2024 sont joints en annexe n°3 du présent CCTP. Pour mémoire la date de clôture est le 31 décembre.

3 – REGLEMENTATION BUDGETAIRE ET COMPTABLE DES CCI

Les principaux textes définissant la réglementation applicable aux CCI sont :

- Article L.710-1 et suivants du code de commerce – Titre I « du réseau des Chambres de Commerces et d'Industrie »,
- la Loi n°95-116 du 4 février 1995 et la circulaire n°2374 du 25 août 1995 qui transpose aux CCI les dispositions de la loi du 24 juillet 1966 relatives à la certification des comptes par les commissaires aux comptes.

Ainsi que :

- le Décret n°2000-470 du 31 mai 2000 relatif au financement des CFA,
- les Règles Budgétaires et comptables qui régissent les CCI fixées par la circulaire ministérielle n°1111 du 30 mars 1992 (actualisée par la circulaire 411 du 09 février 1993).

En 2025, est sorti un nouveau cadre budgétaire qui se substituera aux anciennes dispositions devenues obsolètes.

4 – PERIMETRE D'INTERVENTION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

4.1. Conditions générales d'intervention du commissaire aux comptes de la CCI (concernant les services généraux de la CCI)

1. Conformément à l'article L.712-6 du Code de Commerce (modifié par Loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 - art. 6) : « *Les établissements de réseau sont tenus de nommer au moins un Commissaire aux comptes et un suppléant choisis sur la liste mentionnée à l'article L.822-1, qui exercent leurs fonctions dans les conditions prévues par les dispositions des livres II et VIII sous réserve des règles qui leur sont propres. Les Commissaires aux Comptes, désignés dans le respect des dispositions du code des marchés publics, sont nommés par l'assemblée générale sur proposition du président* ».
2. l'Audit des comptes annuels de la CCIT Troyes et Aube a pour objectif de certifier qu'ils sont réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de sa situation financière et de son patrimoine à la fin de cet exercice.

Concernant plus précisément les comptes annuels, le champ de cette certification s'étend à l'ensemble du document « budget exécuté », c'est-à-dire le compte de résultat, le bilan, l'annexe, le tableau de financement ainsi que le détail de la CAF, des opérations en capital (emplois, ressources), et plusieurs tableaux annexes obligatoires.

La mission d'audit ne porte que sur les aspects comptables. Les Commissaires aux Comptes n'ont donc pas à juger de l'opportunité des décisions de gestion, ni des conditions de l'exécution du budget (comparaison budget prévisionnel/budget exécuté).

4.2. Contenu des missions

Dans le cadre général, l'intervention du Commissaire aux comptes comportera notamment les aspects suivants :

- organisation et planification de la mission :
 - prise de connaissance de la CCIT Troyes et Aube,
 - analyse des risques,
 - appréciation des domaines significatifs,
- appréciation du contrôle interne et notamment, de la qualité et du respect des procédures administratives et comptables,
- contrôle des comptes :
 - à l'aide du résultat de l'appréciation du contrôle interne,
 - par des vérifications par sondage,

4.3 Périmètre de la mission

Le commissaire aux comptes de la CCIT Troyes et Aube, sera chargé de la certification des comptes sociaux

Il n'y a pas de consolidation des comptes au niveau local. La combinaison des comptes intervient directement au niveau régional.

5 – MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

5.1 - Coordination de la mission entre la CCI et le commissaire aux comptes de la CCI

Le titulaire du marché public désigne un Commissaire aux comptes titulaire et un commissaire suppléant en cas de défaillance pour quelque raison que ce soit.

Dans ce cas, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations du marché.

Le Commissaire aux comptes exercera sa mission en étroite collaboration avec le service financier ainsi que les directions opérationnelles de la CCI Troyes et Aube.

A des fins d'efficacité et de bonne collaboration, la CCI souhaite pouvoir soumettre pour avis à son commissaire aux comptes, en cours d'exercice comptable, toutes questions techniques relatives à ses problématiques comptables ponctuelles et à des évolutions de procédures.

À des fins d'efficacité et de bonne collaboration, la CCI Troyes et Aube souhaite pouvoir organiser le travail des équipes et anticiper les travaux d'intérim et de clôture finale.

En conséquence, le titulaire proposera au responsable de la CCIT des plannings d'audit.

Le Commissaire aux Comptes présente ses travaux à la Commission des Finances et à l'Assemblée Générale.

En complément de ces missions de contrôle des comptes annuels de la CCIT Troyes et Aube, il est demandé au Commissaire aux comptes d'effectuer les prestations suivantes :

- Certification des comptes de services de la CCI en fonction des demandes des organismes de contrôle,
- Certification d'états de dépenses pour des opérations conventionnées avec les pouvoirs publics et les collectivités,
- Production d'attestations diverses (subvention européennes, justification partielle de documents comptables, ...).
- Production de rapports.

Les prestations attendues sont définies ci-après.

5.2 - Lettre de mission

Une lettre de mission tenant compte des conclusions résultant du contrôle des comptes de l'exercice précédent et des risques identifiés, doit être établie chaque année, conformément aux normes de la profession.

Cette lettre de mission fait notamment état :

- des Aspects de Procédures que le commissaire aux comptes souhaite examiner plus particulièrement,
- des Principales diligences qu'il entend effectuer sur les comptes de fin d'année,
- du Calendrier de ses interventions et cohérence avec les dates d'examen des comptes par la commission des finances et l'assemblée générale,
- de la Liste de documents à préparer par la CCIT.

5.3 - Production des rapports

En fin de mission d'intérim, les conclusions de mission devront être présentées au responsable du service référent en présence du directeur général et/ou de son représentant.

En fin de mission d'audit légal et préalablement à la tenue de la Commission des Finances approuvant les comptes, **une synthèse des différents points d'audit** relevés au cours des missions devront être présentés au responsable du service référent en présence du directeur général et/ou de son représentant. Cette présentation aura lieu pendant la réunion de synthèse qui sera tenue avant la Commission des Finances. Elle permet de procéder aux écritures d'ajustement des comptes sociaux le cas échéant.

Le rapport de synthèse de chacun des rapports sera présenté lors de la Commission des Finances et de l'Assemblée Générale devant statuer sur les comptes annuels. Le titulaire devra communiquer **le rapport de synthèse** au référent de la CCI, au moins 8 jours calendaire avant la date de la Commission des finances.

Un rapport général sera adressé au Président, au Trésorier, au Président de la Commission des Finances et au Directeur Général. Le rapport général portant sur les comptes de la CCI doit être remis au service référent de la CCI le lendemain de la Commission des finances. Le service référent communiquera dès qu'il en aura connaissance la date à laquelle cette commission doit se tenir, au plus tard 3 semaines avant cette date.

Ces rapports ou documents de synthèse ne sont pas exclusifs de notes de travail établies en cours de mission, faisant état des constatations ou des observations relevées à l'occasion des travaux du commissaire aux comptes.

5.4 – Programme de travail et calendrier d'intervention

Il sera demandé au titulaire, dans le cadre de sa mission permanente, de définir et de soumettre, avec précision et rigueur, **un programme de travail** conformément aux éléments qu'il a indiqué dans son offre. Ce programme devra être remis au référent de la CCI au cours du mois de mai (intérim) et du mois de novembre (clôture) de l'année faisant l'objet d'une certification.

Ce programme devra contenir les missions à effectuer accompagnées d'un calendrier prévisionnel de passage, ainsi que la liste des intervenants techniques du cabinet et des services de la Chambre à rencontrer.

Les dates d'interventions seront arrêtées conjointement avec le service financier de la CCI Troyes et Aube.

De façon générale, nous demandons que nous soit désigné par écrit au début du mandat le nom de l'interlocuteur principal sur l'ensemble de nos dossiers. Le Commissaire aux comptes est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des collaborateurs qu'il aura désignés au début de sa mission. Si, pour des raisons indépendantes de sa volonté, un des personnels désignés est dans l'impossibilité d'assurer la réalisation des prestations, le Commissaire aux comptes prend les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne se trouve pas compromise, ni altérée.

Obligation lui est faite d'intervenir dans les délais permettant à la CCIT Troyes et Aube de répondre aux contraintes des calendriers fiscaux et de la réglementation tutélaire.

5.5 Attestations et prestations spécifiques

En complément de ces missions de contrôle des comptes annuels de la CCI Troyes et Aube, le commissaire aux comptes de la CCI Troyes et Aube sera susceptible, en fonction du besoin, de produire des attestations :

- Attestation de rapport annuel de la Commission de Déontologie et de Prévention des Conflits, d'Intérêts. Ce rapport prévu par le règlement intérieur porte sur les opérations menées par la CCI avec ses membres,
- Certification des comptes de services de la CCI en fonction des demandes des organismes de contrôle,
- Certification d'états de dépenses pour des opérations conventionnées avec les pouvoirs publics et les collectivités,
- Production d'attestations diverses (subvention européennes, justification partielle de section, comptables, ...).

Le prestataire indiquera son délai d'intervention et de réalisation pour ce faire ; ces délais valent engagement.

Par ailleurs, le prestataire peut être sollicité pour la réalisation de prestations spécifiques complémentaires relevant de son champ d'intervention. Il formalise par écrit son devis lors de la sollicitation et précise également ses conditions d'intervention ; les prix sont ceux indiqués au BPU.

Les travaux réalisés et les rapports produits énumérés aux points 5.2 à 5.4 relèvent de l'offre de prix forfaitaire. Les attestations et éventuelles demandes spécifiques (5.5) font l'objet d'une prestation à bon de commande.

5.5 - Compétences et indépendance des cabinets

Les cabinets candidats attestent que les associés signataires sont inscrits en qualité d'experts comptables et de commissaires aux comptes.

Ils prennent l'engagement de respecter l'ensemble des conditions destinées à assurer leur indépendance telle qu'énoncées dans la circulaire n°2374 du 25/08/1995 en application des articles 220 et 221 de la loi du 24/07/1966.

Ils doivent également attester d'une part, que ni le Président, ni le Trésorier de la CCI ne sont associés, administrateurs ou dirigeants de leurs cabinets. Ils s'engagent aussi à ce qu'aucun des associés de leurs cabinets ne devienne membre du Bureau, de la Commission des Finances ou de la Commission des Marchés de la CCI dans un délai de cinq années suivant la cessation de ses fonctions de commissaire aux comptes. De même, pendant cette même période, aucun des associés du cabinet ne pourra exercer une activité salariée au sein de la CCI (Articles 16-I et 16-II de la loi n° 84-148 du 1er mars 1984).

5.6 - Responsabilité du cabinet

Le commissaire aux comptes aura une obligation de moyens. En cas d'erreurs et d'anomalies comptables significatives, révélées après la remise du rapport général, la responsabilité civile du cabinet peut être recherchée s'il est démontré que l'accomplissement des diligences professionnelles normales de révision comptable aurait dû permettre de découvrir ces irrégularités.

5.7 - Engagement de la CCIT

La CCIT s'engage à donner les instructions nécessaires aux établissements et services concernés par les interventions programmées du commissaire aux comptes, afin de faciliter leurs travaux.

Par ailleurs, le commissaire aux comptes pourra obtenir tous les documents utiles à l'accomplissement de sa mission, notamment ceux relatifs aux litiges en cours, au résultat des contrôles effectués par d'autres organismes de contrôle, etc.

5.8 - Confidentialité

Quelle que soit la nature de leurs missions, du fait de la profession qu'ils exercent, le signataire et les collaborateurs du cabinet titulaire (ou suppléant) seront astreints au secret professionnel pour les éléments dont ils auront connaissance à raison de leurs interventions. Ils s'engagent également à faire respecter cette obligation par leurs sous-traitants éventuels.

5.9 – Calendrier de nomination des commissaires aux comptes

Le commissaire aux comptes titulaire sera nommé pour 6 exercices par l'Assemblée Générale budgétaire qui approuve les comptes exécutés de l'exercice clos au 31/12/n-1.

Le Commissaire aux Comptes suppléant, dont la fonction n'est pas rémunérée, sera désigné par cette même Assemblée Générale, conformément aux règles et usages de la profession.

<h2>6. ANNEXES AU CCTP</h2>

Annexe n°1 : Cadre OBCF

Annexe n°2 : Rapport CAC sur les comptes annuels 2024 ;

Annexe n°3 : Rapport d'activité 2024.